



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



COOPERER AUTREMENT

Société civile et participation aux politiques publiques :
les initiatives soutenues en 2013



Contexte

Le processus de décentralisation guinéen entamé dans les années 1990 a connu un temps fort en 2006 avec l'adoption d'un code des collectivités locales. Cette nouvelle législation favorise l'implication des collectivités locales pour mettre en œuvre des politiques répondant aux besoins des populations. Cependant, les différentes crises politiques qui ont traversé la Guinée ces dernières années ont freiné leurs actions. C'est dans la préfecture de Kindia que 10 collectivités locales ont décidé de travailler ensemble pour un développement socio-économique cohérent et solidaire du territoire. La démarche retenue est d'engager un dialogue avec la société civile. L'intercollectivité de Kindia est soutenue par l'association Coopération Atlantique-Guinée 44. Ce partenariat a donné lieu à la réalisation du projet « Les collectivités unies au cœur du développement local dans la préfecture de Kindia » démarré en octobre 2010 et pour une durée de 33 mois.

Objectifs

L'objectif du projet était **de renforcer le dialogue et le partenariat entre les collectivités locales, les Organisations de la Société Civile et les Services Déconcentrés de l'Etat dans la mise en œuvre concrète de la décentralisation**, par la co-construction et la mise en œuvre de politiques publiques locales portées par les collectivités locales.

Activités

- **Analyse** : réalisation d'une étude diagnostique du niveau d'information et d'implication des populations et organisations de la société civile (OSC) locales dans la démarche intercommunale en cours.
- **Structuration** : renforcement de la structuration et redynamisation des associations de jeunesse au sein de toutes les communes membres de l'intercollectivité en vue de relancer leur fonctionnement et renforcer leur participation dans le processus de prise et de conduite de décisions publiques locales.
- **Accompagnement** : appui aux producteurs locaux dans la prévention et la gestion du conflit agriculteurs/éleveurs, à la formalisation de l'intercollectivité, à la mise en place et l'opérationnalisation d'un Fonds d'insertion sociale et économique des jeunes.
- **Dialogue**: échanges d'expériences entre acteurs de l'Intercollectivité de Kindia avec leurs homologues de Kankan-Siguiré (Haute Guinée) et de Boffa (Basse Guinée).

Résultats

- **Information** : le niveau d'information des populations et OSC locales a été appréhendé puis renforcé dans chacune des 10 communes membres de l'inter-collectivité.
- **Une voix collective pour la jeunesse** : les associations de jeunesse au niveau intercommunal sont redynamisées, se concertent, portent un même message et influencent positivement les décisions et politiques publiques locales.
- **Politique publique** : les organisations faïtières des agriculteurs et éleveurs et les élus des 10 communes se concertent et mettent en place une politique locale de prévention et de gestion du conflit en collaboration avec les services techniques de la Préfecture.
- **Gestion intercommunale** : toutes les instances de gestion de l'intercollectivité sont mises en place et le mécanisme fait déjà ses premiers pas.
- **Politique Publique « insertion sociale et économique des jeunes »** : le Fonds Intercommunal d'Appui aux Initiatives des Jeunes (FIAIJ) est structuré et mis en route.
- **Renforcement des capacités organisationnelles et d'action des acteurs locaux** : une convention de partenariat a été signée avec chaque famille d'acteur. L'appui à la mise en œuvre des activités conventionnées dans ce cadre a permis d'améliorer les capacités de planification techniques et financières des acteurs.
- **Démarches de plaidoyer** : la démarche de plaidoyer pour favoriser un rapprochement entre le Conseil Préfectoral de Développement (CPD) et l'intercollectivité de Kindia est amorcée.

Contexte

La Paraíba est un Etat de la région du Nordeste du Brésil où se concentre la moitié de la population la plus pauvre du pays et où le taux de chômage est en forte hausse. La kyrielle de programmes de formation et d'aide à l'insertion professionnelle mis en place par le gouvernement reste finalement peu accessible aux populations de la région. Lors du programme SCP 1, ESSOR s'est engagé auprès d'AMAZONA, pour améliorer les processus de qualification et insertion professionnelle des populations socialement vulnérables de la Paraíba. Dans la continuité de cette démarche, ESSOR et AMAZONA poursuivent leurs efforts pour renforcer les compétences des acteurs locaux en charge de mettre en place les politiques publiques de formation et insertion professionnelle. Le projet, d'une durée de 30 mois, a débuté en janvier 2011.

Objectifs

Les objectifs généraux du projet étaient les suivants :

- Contribuer à augmenter la participation de la société civile dans l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle social des politiques publiques de formation et insertion professionnelle (FIP) dans la Paraíba.
- Contribuer à améliorer des dispositifs de suivi et de contrôle social des politiques publiques de FIP.
- Contribuer au partage et à la valorisation des stratégies d'articulation entre les acteurs.
- Un objectif spécifique a également été identifié : mettre en œuvre des stratégies partagées entre les OSC et les autorités locales pour faciliter l'accès des populations, socialement vulnérables, aux politiques publiques de FIP dans 2 territoires de la citoyenneté de la Paraíba.

Activités

- **Etude et diffusion** : diagnostic de 2 Commissions Municipales de Travail et Emploi (CMTE) visant à identifier leur fonctionnement, les systèmes de gouvernance existants et leurs connaissances des politiques publiques, organisation d'une campagne publique de divulgation des CMTE (finalités, fonctionnement, activités), participation à une campagne de sensibilisation publique du Service National de l'Emploi (SINE).
- **Formation** : organisation de session de formation d'agents d'orientation professionnelle (AOP), organisation de sessions de formation professionnelle à destination de 700 personnes en moyenne par an, réalisation de formations humaines (auto-confiance, citoyenneté, relation de genre), programme de formations des CMTE avec le Conseil de l'Etat du Travail et de l'Emploi (CETE) qui permettra l'élaboration de plannings stratégiques définissant les priorités de chaque CMTE sur la base de leurs réalités.
- **Echanges et dialogue** : organisation de 12 Rencontres semestrielles de discussion et évaluation des connaissances et pratiques.
- **Accompagnement** : appui à la création d'activités autonomes, implantation de 3 services d'orientation, de placement et d'accompagnement vers le marché de l'emploi, appui à l'élaboration de plans de travail des CMTE et assistance administrative.

Résultats

- **Concertation** : 1 comité de pilotage comprend 5 membres dont des représentants d'OSC, des pouvoirs publics, et des acteurs privés. Deux comités locaux se constituent.
- **Formation** : 392 jeunes et adultes dans 6 municipalités accèdent à 16 sessions de formation professionnelle.
- **Travail avec les pouvoirs publics** : le projet s'articule avec les services de 2 municipalités pour accompagner les personnes formées sur le monde du travail et leur permettre de connaître leurs droits.
- **Partenariat publics/privés** : des partenariats publics/privés accompagnent les politiques publiques.

Contexte

La région de Kayes au Mali est traditionnellement marquée par le phénomène d'émigration. Or, et bien que les migrants installés à l'étranger représentent un facteur d'investissement important pour la région, le peu de coopération entre les actions et initiatives et la faible prise en compte des acteurs locaux dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques migratoires maliennes constituent un frein au développement local de la région. L'Espace Migration et Développement de Kayes (EMDK) a été établi sous l'impulsion d'un atelier co-animé par l'Assemblée Régionale de Kayes (ARK) appelée aujourd'hui Conseil Régional de Kayes (CRK) et le GRDR en 2008. Espace d'échanges et de dialogues, l'EMDK suscite de grands espoirs, notamment parce qu'il encourage la dimension pluri-acteur, multi-échelle (ici et là bas) et une approche participative. C'est afin de pérenniser l'action développée par l'EMDK qu'un projet d'une durée de 36 mois a été mis en place en octobre 2010 en partenariat avec le GRDR.

Objectifs

Le projet avait pour objectif général **d'encourager et de contribuer à une participation quantitative, qualitative et active des acteurs locaux aux processus décisionnels sur les migrations en région de Kayes et au Mali et à participer au développement régional.**

Activités

- **Appui au partenariat** : amorce et renforcement de liens solides avec les OSC du Mali et d'ailleurs (Europe, Afrique) pour une synergie d'actions.
- **Formation** : organisation de sessions de formation pour les acteurs régionaux sur les enjeux migratoires à travers les cycles de formation, structuration des dispositifs d'animation de l'EMDK.
- **Production** : réalisation de l'étude cartographique de la migration, élaboration du document cadre de la stratégie régionale migratoire adossé à un plan quinquennal de co-développement.
- **Diffusion** : organisation d'animations itinérantes dans les cercles de Kayes sur les thématiques migratoires définies par les acteurs locaux, plaidoyer dans la capitale auprès des pouvoirs publics.

Résultats

- **Renforcement** : les membres de l'EMDK sont dotés de nouvelles connaissances en analyse des politiques migratoires nationales et internationales, analyse des enjeux du co-développement, techniques d'animation de réseaux associatifs, animation de partenariats de co-opération décentralisée, droits des migrants.
- **Légitimation** : plaidoyer engagé dans la capitale pour une meilleure connaissance par les acteurs nationaux de l'EMDK et de sa valeur ajoutée ; l'EMDK bénéficie d'une plus forte écoute, de crédibilité, de responsabilités auprès des décideurs publics régionaux et nationaux.
- **Structuration** : portage institutionnel de l'EMDK par le CRK ;
- **Production d'une information fiable sur la migration en région de Kayes** : l'élaboration de la stratégie régionale migratoire et l'étude cartographique de la migration sont des premières données pertinentes sur la migration en région de Kayes.
- **Déconstruction des idées reçues sur la migration** : l'émergence d'un véritable débat contradictoire permet aux acteurs de se réapproprier la réflexion en s'appuyant sur leur vécu, et sur la recherche.
- **Partenariat** : une plus grande ouverture de l'espace aux dynamiques initiées par les OSC nationales et internationales (Côte d'Ivoire, Maroc, France...) pour une synergie d'actions (une convention de partenariat signée avec l'IPAO : Institut Panos Afrique de l'Ouest en vue de mieux communiquer sur les migrations).
- **Transfert d'expériences** : accompagnement des acteurs des régions de Matam (Sénégal) et du Gorgol (Mauritanie) dans la mise en place d'espaces de concertation équivalents, multi acteurs, sur migration/développement.
- **Capitalisation** : alimentation des analyses du processus de capitalisation du programme. La démarche a été reconnue et est de plus en plus participative.

Contexte

L'artisanat représente un secteur économique moteur à Madagascar. On estime qu'1/8^{ème} de la population malgache vit de l'artisanat et que ce secteur contribue à 15% du PIB. Cependant, ce secteur reste informel, les artisans sont très peu en lien avec les pouvoirs publics et ignorent souvent leurs droits et obligations. Le cadre réglementaire et les dispositifs existants ne favorisent ni la protection ni la valorisation de la création artisanale. Le CITE, en partenariat avec le GRET, a initié en 2009 un projet valorisant la concertation public-privé dans le but de renforcer et professionnaliser les artisans. Ils proposent en janvier 2011, un projet d'une durée de 30 mois pour appuyer la concertation artisans-pouvoirs publics dans l'objectif de structurer les filières d'artisanat à Madagascar.

Objectifs

L'objectif général du projet était de **promouvoir le secteur de l'artisanat et d'améliorer les conditions de vie des artisans et de leurs familles grâce à l'évolution de l'environnement économique et réglementaire de ce secteur**. L'objectif spécifique visait à ce que les artisans deviennent des acteurs influents et opérationnels face aux pouvoirs publics et qu'ils contribuent à l'évolution concertée des politiques et cadres réglementaires favorables à la promotion et au développement de leur filière.

Activités

- **Accompagnement** : appui à la mise en place et à l'opérationnalisation des plateformes de concertation (appui à sa création, à l'élaboration d'un plan d'action et à la conduite d'une auto-évaluation), accompagnement des groupements dans le plaidoyer auprès des pouvoirs publics.
- **Formation** : organisation de sessions de formation, renforcement de capacités de l'équipe de mise en œuvre et des artisans.
- **Partenariats et mise en réseau** : recherche de partenariats pour la mise en œuvre des activités programmées.

Résultats

- **Renforcement** : 3 plateformes, 2 groupements au niveau régional et une plateforme sectorielle sur le miel à l'échelle nationale ont bénéficié de soutien dans le cadre de l'appui à l'opérationnalisation des plateformes.
- **Alliance producteurs consommateurs** : la FENAM (Fédération Nationale des Apiculteurs Malgaches) et la RNDC (Réseau National de Défense des Consommateurs) signent une convention et soumettent une note de position interpellant les autorités locales et les services techniques déconcentrés sur l'inadaptation du système fiscal imposé aux artisans de la région.
- **Plaidoyer** : le plaidoyer de la FENAM auprès du ministère de l'Elevage pour lutter contre la varoïse (maladie qui frappe les abeilles) débouche sur l'autorisation d'importation de produits vétérinaires et l'allocation de ressources financières par le gouvernement pour la gestion du problème sur le territoire national. Le conseil des ministres a déclaré la varoïse comme « fléau national ». Le FENAM et le CITE sont maintenant invités à participer à différentes instances de concertations dans le cadre de la définition de politiques de développement rural.
- **Formation** : l'équipe de coordination du siège, les 6 directeurs d'antennes et 4 artisans bénéficient de formations sur la pédagogie, la démarche de marketing et les signes de qualité grâce au cofinancement du Centre Local CIEP à la Réunion.

Contexte

La région du Sud Ouest de Madagascar est essentiellement rurale. L'enclavement de la région, la sécheresse qui y sévit depuis quelques années, et les invasions de criquets ont aggravé la situation des agriculteurs de la région. De plus, seuls 7 % de ces paysans sont membres d'une organisation professionnelle. Dans ces conditions, il est difficile d'exprimer ses besoins et de participer au développement de l'agriculture à Madagascar. Dans ce contexte, la Maison des Paysans, organisation malgache, représente 3000 producteurs (soit 320 groupements locaux) auprès des autorités locales. Elle défend leurs intérêts pour accéder à la terre, aux crédits, aux équipements et à la formation. Pour appuyer son action et augmenter sa visibilité, l'AFDI s'est associée à la MdP et ensemble ils ont développé un projet d'une durée de 9 mois de janvier à septembre 2011.

Objectifs

Le projet visait à **renforcer la MdP dans sa stratégie de services répondant aux besoins de ses membres comme contribution au développement de la stratégie régionale des services agricoles initiée par l'Etat malgache**. Sous cet objectif général, deux objectifs spécifiques ont été identifiés :

- Valoriser les acquis de la MdP et faciliter leur diffusion pour renforcer la capacité des producteurs à améliorer au niveau qualitatif et quantitatif la production agricole.
- Initier des réflexions régionales stratégiques sur la production de semences, l'innovation et diffusion des techniques, le financement agricole.

Activités

- **Formation** : formation de délégués techniques, organisation d'une réflexion-formation sur la gestion de services de proximité, la mécanisation groupée, la multiplication et la diffusion de semences et favoriser l'accès à l'épargne et au crédit.
- **Accompagnement** : appui-conseil, animation des délégués techniques et mise en place d'un système de suivi-évaluation.
- **Production et diffusion** : élaboration d'émissions radios sur les résultats des ateliers et des échanges inter OP (Organisation Paysanne), élaboration d'un document de capitalisation du processus, production de supports pédagogiques : fiches techniques, posters.
- **Echanges et concertation** : organisation de visites-échanges inter-OP.

Résultats

- **Formation** : 100 délégués techniques sont identifiés, 26 Délégués Techniques sont formés aux techniques d'animation et de pédagogie, réalisation et publication des supports pédagogiques, fiches techniques et posters.
- **Concertation** : 4 stratégies ont été mises à jour, partagées et discutées avec les membres de la MdP et les pouvoirs publics sur la mécanisation agricole et les processus de mise en place du système de CUMA (Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole), la gestion des services de proximité, semences et épargne.
- **Information** : 150 paysans ont participé à des visites échanges. Des émissions radios sur les résultats des ateliers et sur les échanges inter OP ont été diffusées de mai à septembre 2011.
- **Capitalisation** : 1 document de capitalisation a été élaboré.

Contexte

Alors que la participation active des femmes aux révolutions du printemps arabe a mis en lumière le combat quotidien mené, autrefois dans l'ombre, pour le respect de leurs droits, c'est vers l'indépendance économique de ces dernières que des organisations de la société civile se mobilisent. L'Association Marocaine Solidarité Sans Frontières (AMSSF) du Maroc, l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale (UTSS) de Tunisie, l'Egyptian Association for Comprehensive Development (EACD) d'Egypte et le Centre d'Information et de Documentation sur les Droits de l'Enfant et de la femme (CIDDEF) d'Algérie, accompagnés de l'organisation française Batik International soutiennent et encouragent les initiatives des femmes dans la création d'activités génératrices de revenus et dans l'accès à l'emploi à travers le projet « GEPE – Genre et Economies Pluri'elles » qui a débuté en janvier 2012 pour une durée de 18 mois.

Objectifs

L'objectif général du projet était de **renforcer l'implication des associations partenaires dans la lutte pour la réduction des inégalités économiques liées au genre** en développant des actions de sensibilisation des acteurs économiques et en confortant leur rôle d'acteur majeur dans les efforts de réduction des inégalités économiques entre les hommes et les femmes par le renforcement de leurs capacités et la valorisation de leurs actions.

Activités

- **Renforcement des partenariats** : organisation de partenariats à travers des actions d'accompagnement des femmes au Maroc et en Tunisie.
- **Formation et échanges** : organisation de 2 séminaires de formation, d'un atelier de retour d'expériences et de 2 séminaires d'échanges autour des pratiques à destination des personnels des organisations partenaires, organisation de rencontres au niveau local en Tunisie et en Algérie pour sensibiliser à la promotion de l'égalité homme-femme dans le domaine économique.
- **Production et diffusion** : réalisation d'un film de témoignages sur des femmes exerçant une activité "genrée", création et mise en ligne d'un site internet d'échanges et de capitalisation.

Résultats

- **Partenariats** : création et amélioration de partenariats entre les agences pour l'emploi, les fédérations professionnelles, les centres de formation, les entreprises et les pouvoirs publics des pays concernés pour faciliter l'insertion économique des femmes. La mise en œuvre du volet francilien du projet est un axe fédérateur pour le partenariat et élargit les perspectives de collaborations futures pour les partenaires.
- **Capacitation** : les compétences des personnels d'organisations partenaires pour agir au plus près des besoins des femmes sont renforcées.
- **Etudes** : mise en place d'une démarche de capitalisation des pratiques développées dans le cadre du projet, mise en place d'un travail collectif d'évaluation des actions de sensibilisation des acteurs économiques.
- **Développement économique** : facilitation de l'accès au crédit et à l'emploi (117 égyptiennes ont trouvé un emploi ou ont démarré leur propre activité en 2 ans, notamment dans le secteur de la maintenance d'ordinateurs et de téléphones portables, un secteur porteur mais jusque là fortement masculinisé).



Mise en place d'un réseau d'organisations de la société civile au Vietnam pour promouvoir la Responsabilité Sociale des

Entreprises – Vietnam
BATIK International - CDI

Contexte

Le secteur du textile est un secteur majeur dans l'économie vietnamienne. Cependant, les conditions de travail des employés du secteur restent médiocres. Sous la pression de l'opinion publique des pays occidentaux, des actions ont commencé à être mises en place pour rapprocher les normes sociales et environnementales en vigueur dans les entreprises au Vietnam, des standards internationaux et améliorer les conditions de travail. C'est dans ce contexte que BATIK International, présent depuis 10 ans au Vietnam, et son partenaire, le CDI (Center for Development and Integration) se sont mobilisés autour du champ de la responsabilité sociale des entreprises dans le cadre d'un projet de 20 mois démarré en novembre 2011.

Objectifs

Le projet visait à **renforcer l'implication de la société civile au Vietnam, incarnée notamment par les ONG vietnamiennes, dans la promotion des enjeux RSE autour du secteur du textile.**

Activités

- **Mise en réseau** : mise en place d'un réseau d'acteurs de la société civile au Vietnam impliqués dans le champ de la RSE (via une première étude des partenariats entre OSC et entreprises dans le champ de la RSE au Vietnam, des sessions de formations et de mobilisation des OSC).
- **Appui à la concertation** : organisation d'espaces d'échanges et dialogues entre les organisations de la société civile et les autres parties prenantes impliquées dans le champ de la RSE (mise en place d'un comité consultatif référent, organisation de tables rondes et d'ateliers d'échanges entre les membres du nouveau réseau d'OSC et les pouvoirs publics).
- **Plaidoyer** : initiation au plaidoyer des OSC membres du réseau (publication de bulletins RSE et animation du forum RSE).

Résultats

- **Renforcement des compétences** : une meilleure connaissance des enjeux de la RSE au Vietnam (droits/conditions de travail) par 10 OSC ayant suivi les sessions de formation et les exercices concrets de mise en situation, développement et utilisation de canaux de communication pour relayer l'information (facebook) et découverte et intégration de réseaux existants sur les thématiques investies (Industrie Extractive, Renforcements de compétences).
- **Production et diffusion** : édition et présentation de l'étude « Civil Society and CSR, Bridging the gap » en anglais et vietnamien éditée en 500 exemplaires, réalisation et diffusion de 2 bulletins d'information en anglais et vietnamien diffusés auprès de 300 structures. Création d'une page facebook comprenant 328 membres en Octobre 2013.
- **Sensibilisation** : des médias vietnamiens prennent conscience du rôle important pouvant être assumé par les OSC dans le champ de la RSE et parallèlement, les OSC ayant participé au projet ont conscience du rôle possible qu'elles peuvent jouer sur ce terrain et de leur potentiel à occuper une place qui va au-delà d'un rôle de prestataire de services (aide aux plus vulnérables) délégué par les pouvoirs publics.
- **Partenariats et mise en réseau** : un plus grand potentiel d'interaction entre toutes les parties prenantes concernées (OSC, entreprises, syndicat, organismes de formation, pouvoirs publics dans la représentation nationale) est observé et les OSC vietnamiennes sont plus impliquées dans des réseaux opérant au Vietnam.

Contexte

La Guinée-Bissau est un des pays les plus pauvres du monde et l'intervention de l'Etat pour les services de base (santé, école, électricité) demeure extrêmement limitée. Même si des progrès sont à noter en termes de couverture scolaire ces dernières années, la Guinée-Bissau continue de faire face à des défis importants dans le secteur éducatif, notamment liés à la pression démographique et à la pauvreté. Actuellement, moins d'un enfant sur deux achève l'enseignement primaire. L'éducation est pourtant au cœur de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté menée par le gouvernement. Des initiatives d'établissement de structures éducatives favorisant la socialisation précoce et la réussite à l'école primaire apparaissent, mais les organisations restent peu visibles. AIFA, ONG bissau-guinéenne et trois associations de développement local (ADL) de Bissau ont souhaité se concentrer sur cet enjeu. Accompagnés d'ESSOR, elles proposent un projet d'une durée de 18 mois à compter de février 2012.

Objectifs

L'objectif général du projet était **d'accroître la visibilité et la reconnaissance des acteurs associatifs du domaine de la Petite Enfance**, et **d'augmenter leur niveau de participation et d'influence sur les politiques publiques éducatives** en vigueur en Guinée-Bissau.

Activités

- **Formation** : formation de 4 ADL partenaires menant des activités préscolaires, formation initiale et continue de 14 éducateurs préscolaires, organisation de 2 ateliers de formation technique et d'1 atelier national sur l'éducation avec les acteurs publics, associatifs et communautaires.
- **Structuration** : recrutement du référent technique du projet, renforcement de l'ONG AIFA/PALOP (interrompu par la rupture du partenariat), création de 2 comités de suivi et réunions régulières.
- **Concertation et mise en réseau** : mise en place d'un espace de concertation sur l'éducation préscolaire dans 2 quartiers (son fonctionnement et son plan d'action ont été définis avec les participants), action de collaboration avec des écoles primaires pour inscrire dans le cycle primaire les enfants ayant fini le préscolaire, participation au Groupe Local Education.
- **Diffusion et sensibilisation** : organisation de 4 réunions de l'ECP avec les représentants de 16 à 22 entités de préscolaire et d'éducation primaire, d'AIFA, des représentants de 2 autorités locales et du réseau CODEDIC, organisation de 3 visites d'échange d'acteurs préscolaires sur le terrain, de 2 réunions avec les parents d'élèves et avec les ADL pour divulguer les travaux de l'espace de concertation, d'1 échange Sud-Sud sur l'éducation au Mozambique, diffusion élargie des comptes-rendus de réunions et publication d'un bulletin d'information.

Résultats

- **Renforcement d'organisations** : 4 associations qui mènent des activités préscolaires renforcent leur capacité en informatique, sur la « vie associative, le leadership, la transparence, la prise de décisions, en planification des activités et en gestion financière et administrative.
- **Formation individuelle** : 14 éducateurs sont capables de mener des activités d'éducation infantile, d'organiser des événements et d'élaborer un plan pédagogique annuel préscolaire.
- **Concertation** : 22 organisations membres de l'espace de concertation sur le préscolaire mettent en œuvre le plan d'action, 2 comités de suivi de ce plan d'action sont actifs dans chaque quartier, des programmes harmonisés de préscolaire ont été élaborés par et pour les jardins d'enfants des 2 quartiers, des formations techniques en commun ont été organisées.
- **Suivi** : 96 enfants ayant fini le préscolaire sont inscrits dans une des écoles primaires partenaires et sont suivis par la responsable de l'activité préscolaire.
- **Mise en réseau** : ESSOR est affilié au réseau CODEDIC (structure fédérative de la défense et la promotion des droits de l'enfant). ESSOR, AIFA et 4 ADL renforcent leur expérience et leur visibilité en participant à des activités coordonnées par l'UNICEF.



Démystifier les agro carburants à base de jatropha au Mali « Campagne objective d'information et de sensibilisation sur les intérêts, risques, limites et opportunités du jatropha curcas dans la région de Sikasso et au Mali » - Mali GERES - AMEDD

Contexte

Le jatropha pousse de façon sauvage dans les régions tropicales et sub-tropicales et notamment au Mali. A l'origine utilisé comme ingrédient du savon ou comme haie pour les champs, le jatropha n'a jamais été considéré comme une culture à part entière. Depuis 2007, un engouement particulier est observé autour du jatropha avec énormément de projets, ou annonces de projets dans la perspective de substitution du gasoil pour des besoins locaux, nationaux ou internationaux. L'ONG AMEDD s'est jointe au GERES en 2008 dans le cadre du projet ALTERRE visant à mettre en place de filières de production d'agrocarburants de proximité à base de jatropha curcas. En parallèle, un besoin de clarification des enjeux, potentiels et limites de la culture de jatropha s'est imposé. AMEDD et le GERES ont proposé une étude participative sur la culture du jatropha dans le cadre d'un projet de 9 mois qui a débuté en janvier 2011.

Objectifs

Le projet avait pour objectif d'**influencer positivement les orientations stratégiques nationales afin d'amener le Mali à se doter et à pratiquer une politique concertée sur les agro-carburants à base de jatropha**, en ayant recours au renforcement des capacités des acteurs du jatropha sur la base du partage d'information et des connaissances scientifiques. Plus spécifiquement, il s'agissait d'accompagner un débat transparent sur les agro-carburants à travers la construction d'une campagne objective d'information et de sensibilisation sur les intérêts, risques, limites et opportunités de la culture du jatropha curcas au regard des éléments scientifiques validés ou en cours de validation.

Activités

- **Analyse** : élaboration d'une synthèse des connaissances scientifiques sur les agro-carburants (bibliographie et compilation des résultats de la recherche-action menée sur le sujet dans le cadre du projet ALTERRE).
- **Formation et échanges** : organisation d'un atelier de constitution d'une base commune d'information (mobilisation des porteurs de projets agro carburants du cercle de Yorosso, des autorités coutumières locales impliquées dans la gestion des terres, des maires des 9 communes, des représentants des associations de producteurs agricoles, des chambres consulaires de l'agriculture et des métiers au niveau local), organisation d'un atelier de regards croisés des acteurs politiques régionaux, les structures techniques régionales et organisations de la société civile sur la dynamique de développement des agro carburants au Mali.
- **Diffusion et partage** : diffusion radiophonique de la synthèse de ces ateliers, et diffusion d'un rapport de synthèse à l'assemblée régionale de Sikasso (collectivité responsable de la politique de développement régionale et la mise en cohérence des projets et programmes au niveau régional), diffusion des connaissances sur les agro carburants et orientation stratégique des décideurs nationaux et des organisations faitières de la société civile.

Résultats

- **Information** : sensibilisation de la société civile et des acteurs politiques sur les questions des agro carburants, notamment sur la nécessité de clarifier le message pour éviter des prises de positions radicales.
- **Plaidoyer** : un dialogue est construit localement et est porté nationalement par les autorités locales en impliquant les acteurs de la société civile obligeant les parties à reconsidérer ou du moins à préciser leur position sur la base des éléments d'éclaircissement apportés et donc de sortir du débat stérile du « pour ou contre les agrocarburants » alors que des milliers d'hectares et de producteurs sont déjà concernés.

Contexte

La population sénégalaise vit essentiellement des ressources tirées de l'agriculture. Cependant, depuis quelques années, la situation est devenue très préoccupante. D'une part, une grande partie de la population n'a pas accès à une alimentation suffisante et vit dans une situation d'extrême pauvreté, et d'autre part, la zone sylvo pastorale du Nord Est du pays est de plus en plus affectée par les changements climatiques, incluant de grandes périodes de sécheresse. Les régions de la zone s'appêtent donc à mettre en place une démarche d'adaptation du territoire face aux changements climatiques. Le GERES s'est associé à l'organisation « Le Partenariat Saint-Louis » pour accompagner cette démarche de concertation entre pouvoirs publics et société civile pour la région de Saint Louis appartenant à la zone sylvo pastorale. Ensemble, ils proposent un projet d'une durée de 10 mois à compter de février 2012.

Objectifs

Les trois objectifs du projet étaient de :

- Réaliser un diagnostic territorial des vulnérabilités en s'appuyant sur le réseau de l'association « Le Partenariat Saint-Louis » et la région de Saint-Louis.
- Restituer les résultats de l'étude afin d'influer sur la stratégie régionale de lutte contre les changements climatiques.
- Capitaliser et communiquer les résultats et les méthodes.

Activités

- **Etude** : réalisation du diagnostic territorial des vulnérabilités dans la communauté rurale de Gamadji Saré en collaboration avec l'association « Le Partenariat Saint-Louis ».
- **Formation** : construction et réalisation du plan de formation de renforcement de capacités « climat » (thèmes : enjeux des changements climatiques (CC) et les réponses politiques aux CC, méthodologie et outils d'analyse territoriale de la vulnérabilité et des capacités d'adaptation), organisation d'un atelier régional de restitution et de validation de l'analyse de la vulnérabilité et du plan climat d'adaptation.
- **Diffusion et sensibilisation** : réalisation de fiches méthodologiques, communication sur les résultats de l'analyse à travers les radios locales.

Résultats

- **Production méthodologique et analyse** : dans le cadre d'une approche territoriale, les acteurs réalisent une démarche méthodologique d'analyse et d'évaluation des vulnérabilités et des capacités d'adaptation des changements climatiques opérationnelle et diffusable.
- **Renforcement des connaissances et diffusion** : la production d'un diagnostic territorial des vulnérabilités et d'un plan climat adaptation à l'échelle d'une communauté rurale (communauté rurale de Gamadji Saré / région Saint-Louis), associant acteurs politiques et société civile à la démarche est une première au Sénégal.
- **Capacitation** : le renforcement de capacités « Climat » des acteurs institutionnels et de la société civile (Région de Saint Louis et association « Le Partenariat Saint-Louis »), à travers des formations et l'accompagnement pratique de la démarche d'analyse de vulnérabilité.
- **Sensibilisation** : les élus, services techniques et institutions locales et régionales sont sensibilisés à l'approche territoriale climat.
- **Transfert de compétences** : un plan de formation est mis en place pour permettre le transfert de compétences relatives au climat entre le GERES et les organisations mobilisées sur le projet.

Contexte

La Guinée Bissau est un des états les plus pauvres du monde avec un taux de chômage avoisinant 40%. L'instabilité politique présente depuis la crise politico-militaire de 1998 a inéluctablement affecté la mise en place de programmes de développement. Peu visibles dans le débat politique, les OSC demeurent les organisations porteuses des initiatives de développement. Depuis 2009, le GRDR a signé un accord de partenariat avec le CONGAI, fédération d'ONG et d'associations agissant dans le sud de la région de Cacheu, dans le sillage de la mise en œuvre du PAIDEL, programme phare du GRDR dans la sous-région. Depuis lors, la coopération entre ces deux organisations n'a cessé d'exister et elles proposent en janvier 2011 un projet d'appui au développement des capacités des OSC en région de Cacheu d'une durée de 10 mois.

Objectifs

L'objectif principal du projet était **d'accroître la participation des organisations de la société civile dans la définition des politiques publiques en Région de Cacheu.**

Activités

- **Lancement du projet** : mise en place de l'équipe du projet, atelier de lancement, communication et présentation du projet aux acteurs de la région, émissions radio et édition d'une plaquette de présentation du programme, organisation d'ateliers décentralisés de présentation du projet au niveau de 5 secteurs administratifs de la région (Canchungo, Cacheu, Caio, Caléquisse et Bula).
- **Appui institutionnel et organisationnel du CONGAI** : atelier de réflexion sur les orientations stratégiques du CONGAI, soutien à la vie associative de CONGAI, recrutement et formation d'un Secrétaire permanent du CONGAI, appui à la construction et développement des partenariats, élaboration d'un plan d'action stratégique.
- **Formation** : organisation de sessions de formation de l'équipe de CONGAI, de journées thématiques et forum, de voyages d'études et d'échanges au Sénégal.
- **Echanges** : soutien aux échanges avec les associations de migrants de la région de Cacheu en Europe, voyages d'études et d'échanges au Sénégal et en Guinée-Bissau auprès d'organisation faitières nationales et régionales, organisation d'un atelier régional sur les politiques publiques.
- **Diffusion** : réalisation d'émissions radio sur le rôle de la société civile dans les politiques publiques, réalisation de supports de communication (documents de capitalisation, vidéos) et organisation d'un atelier de clôture.

Résultats

- **Renforcement** : renforcement des ressources humaines du CONGAI (secrétaire permanent et formations du personnel), définition d'un plan d'action stratégique, renforcement des capacités d'analyse, initiation à la prospective et appui à la construction de stratégie de plaidoyer et de lobbying.
- **Politiques publiques** : forte implication des OSC de la région, organisation d'une journée thématique sur les politiques publiques, sensibilisation sur les mécanismes d'élaboration des politiques publiques et sur le rôle des OSC sur ces mécanismes.
- **Concertation** : émergence du CONGAI comme acteur important de la région, organisation d'un atelier de réflexion prospective, initiation d'une concertation pluri-acteurs sur la participation des OSC dans le processus de prise de décision.
- **Echanges** : dynamique d'échange avec les associations de migrants de la Région de Cacheu en Europe, diffusion du programme à l'échelle nationale, voyage d'étude et d'échanges au Sénégal et au niveau des régions de Gabou et Bafata en Guinée-Bissau, émission radio, ouverture du CONGAI à son environnement immédiat et plus lointain, découverte d'autres expériences de structures faitières.

Contexte

L'accord de Cotonou ratifié en 2000 constitue l'amorce du processus de participation de la société civile aux débats et prises de décisions politiques en Mauritanie. Depuis lors, des avancées ont été développées mais elles restent qualifiées de timides. Dans le même temps, la crise alimentaire de 2007 qui a, entre autre frappé la Mauritanie, a poussé les mauritaniens à repenser leurs modèles agricoles et à s'interroger sur la question de la souveraineté alimentaire. C'est afin de renforcer la participation des OSC tout en encourageant un débat sur la souveraineté alimentaire que le Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha (CUCG) et l'Association des Maires du Guidimakha (AMaiG), accompagnés par le GRDR ont décidé de mutualiser leurs compétences dans le cadre d'un projet de 15 mois démarrant en avril 2012.

Objectifs

L'objectif général du projet était **d'améliorer les capacités d'analyse et de propositions des élus locaux et des organisations de producteurs** (OP) du Guidimakha dans le domaine de la sécurité alimentaire (SA). Il s'agissait plus spécifiquement de favoriser le renforcement des capacités opérationnelles (pouvoir d'action, analyse de données, participation active aux décisions relatives à la SA ...) et organisationnelles (structuration) du CUCG et de l'AMaiG pour une meilleure participation aux débats publics sur la politique publique de SA.

Activités

- **Formation** : structuration et formation des membres du CUCG : organisation d'une AG et d'un voyage d'échange au Brakna, organisation d'un voyage d'étude à Kayes avec comme thématique d'entrée : « *la contribution de l'agriculture familiale à l'alimentation de la ville de Kayes* », préparation de la mission double-espace dont l'objectif général est de lancer les bases d'un plaidoyer régional sur la SA porté par les élus du Guidimakha ainsi que des leaders d'OP.
- **Echanges** : caravane sur la sécurité alimentaire (organisation de huit débats relatifs aux problèmes sous-jacents de l'insécurité alimentaire au Guidimakha grâce aux résultats de l'étude menée par le GRDR dans le cadre du Projet pour l'Émergence d'un Plaidoyer pour la Sécurité Alimentaire Régional au Guidimakha (PEPSAR-G) dans 8 localités) ; organisation de thés-palabre sur le thème de l'insécurité alimentaire.
- **Etude** : réalisation d'un diagnostic interne des OP membres du CUCG, d'une étude sur le suivi de la production agropastorale et des produits issus de l'agriculture et de l'élevage dont le but est d'apprécier de façon estimative la balance alimentaire à l'échelle de la région.

Résultats

- **Gouvernance** : renouvellement des membres du bureau du CUCG pour la première fois depuis 2007, réactualisation de la base de données du CUCG (19 unions de coopératives, 535 coopératives pour un total de 37 600 membres dont 30 600 femmes et 7 000 hommes), organisation d'une rencontre entre le CUCG et l'AMaiG pour rendre compte du voyage d'étude à Kayes.
- **Echanges** : mobilisation de 350 personnes lors de la caravane sur la sécurité alimentaire.
- **Compétences** : 4 leaders d'OP et deux maires ont acquis une meilleure compréhension du schéma fonctionnel et organisationnel d'une structure d'appui aux producteurs (Réseau Horticole de Kayes ou RHK par exemple), découvert de nouvelles techniques de cultures, de variétés adaptées à l'étalement de la production maraîchère. Des sites dans le cadre du PASH (Programme d'Appui au Secteur Horticole) ont été visités, des pistes pour la mise en place d'un cadre de concertation des producteurs pouvant approvisionner durablement les marchés locaux sont dégagées, et près de 250 personnes ont compris les enjeux de la SA à l'échelle villageoise. Les priorités de la lutte contre l'insécurité alimentaire ont été identifiées à travers l'organisation de thés-palabre.
- **Etudes** : enquête auprès de 100 agriculteurs et éleveurs dans dix localités pour le suivi de la production agropastorale et les produits issus de l'agriculture et de l'élevage.

Contexte

Les conditions climatiques du département du Pool au Congo sont un atout pour l'agriculture, mais ce potentiel n'est pas exploité, enfoui sous des conflits fonciers et un isolement important. Aujourd'hui les consommateurs de Brazzaville, trouvent davantage de produits venant des pays voisins que de cette zone pourtant si proche. Le CCOD, collectif de 11 organisations congolaises, accompagné par le GRET depuis 2006, a décidé d'agir pour améliorer cette situation en ouvrant le dialogue entre les organisations de producteurs et les autorités locales. D'une durée de 18 mois, le projet a débuté en avril 2011.

Objectifs

Le projet avait pour objectif général de **contribuer à renforcer la capacité des acteurs locaux à influencer les politiques publiques à travers des processus de concertation multi acteurs**. L'objectif spécifique était d'amorcer un processus durable de concertation pluri-acteurs dans la région du Pool pour influencer les politiques publiques départementales et nationales de développement agricole.

Activités

- **Formation** : mise en place d'une équipe d'animation inter ONG du CCOD, du groupe de travail « agriculture » du CCOD (définition d'un cahier des charges, formation aux techniques d'entretien etc.).
- **Mise en réseau** : mise en place d'un recensement des acteurs, d'un comité de pilotage et réalisation de productions documentaires (répertoire d'acteurs locaux, rapports de synthèses).
- **Etude**: réalisation d'un diagnostic participatif par filière et par territoire et organisation d'un atelier de restitution du diagnostic.
- **Concertation** : organisation d'un atelier de priorisation et d'un atelier d'échanges sur les politiques agricoles, organisation de temps de bilan avec les acteurs locaux, de réunions de présentation au conseil d'administration du CCOD, réunions de présentation à la direction départementale de l'agriculture et de l'élevage, d'un atelier bilan du processus avec l'ensemble des acteurs.

Résultats

- **Capacitation** : le CCOD présente de nouvelles capacités à animer le processus de concertation pluri-acteurs.
- **Connaissance du contexte** : les acteurs locaux concernés se sont investis dans la démarche proposée et sont organisés pour y participer. Ils ont contribué à produire un diagnostic commun du secteur agricole sur le département.
- **Dialogue pluri acteurs** : les acteurs de la société civile, collectivités locales, services déconcentrés et les autres intervenants du développement agricole du Pool ont dialogué entre eux à partir de ce diagnostic, ce qui a induit une meilleure connaissance des parties prenantes entre elles, une priorisation des problèmes et enjeux et une structuration en réseau des producteurs des districts de Kinkala, Louingui et Boko.



Renforcement d'ONG locales pour une meilleure participation de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales environnementales au Nord Vietnam

Gret - HAdeVA - Centre Song Hong - ArecA - CRD

Contexte

Alors que le Vietnam fait partie des cinq pays qui seront le plus touché par le changement climatique dans les prochaines années, de nombreuses populations, notamment en zone rurales et montagneuses isolées du Nord Vietnam n'ont que très peu connaissances des impacts de leurs pratiques sur l'environnement ainsi que des politiques publiques environnementales. Fort d'une implantation ancienne qui a stimulé la création de nouvelles organisations, le Gret s'unit avec quatre organisations locales ; la Coopérative de conseil et d'appui au développement agricole Ha Hoa (HaDevA), le Centre de conseil pour le développement rural Sông Hong (Centre Song Hong), La Société de Recherche, d'Application et de Transfert Technologique (ArecA), et la Coopérative de Développement Rural Quan Hoa (CRD) pour proposer un projet de 15 mois à partir d'avril 2012, intitulé « Renforcement d'ONG locales pour une meilleure participation de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques locales environnementales au Nord Vietnam ».

Objectifs

L'objectif principal du projet était de **renforcer les ONG locales pour une meilleure participation de la société civile dans l'élaboration des politiques locales environnementales** au Nord Vietnam.

Activités

- **Formation** : organisation de formation visant le renforcement des capacités des ONG locales et du réseau.
- **Appui** : activités de renforcement des capacités et compétences des autorités et des organisations de la société civile.
- **Sensibilisation et diffusion** : réalisation d'outils méthodologiques et techniques sur l'environnement et le changement climatiques et diffusion de ces outils.

Résultats

- **Formation** : 26 formations et 6 voyages d'étude dispensés à plus de 433 personnes dont les autorités locales, les services techniques, les représentants des organisations locales et de la population dans 47 communes (4 provinces), ont été réalisés (sur le thème de l'environnement et des changements climatiques, des solutions techniques sur la gestion des déchets etc.). 96 membres des groupes principaux bénéficient de 4 formations sur les connaissances spécifiques sur les enjeux climatiques ainsi que sur les techniques de communication et de sensibilisation.
- **Renforcement des OSC** : les ONG membres du réseau suivent quatre formations sur l'environnement et le changement climatique, les techniques de plaidoyer, les connaissances spécifiques et les solutions techniques, le montage de projet.
- **Réalisation d'outils** : pour les activités de formation et de sensibilisation sur le terrain (Manuel de formation sur les connaissances basiques sur l'E&CC, le cadre juridique des activités sur l'environnement etc. guide de procédure d'élaboration participative des plans d'action d'E&CC au niveau communal, et rédaction et impression de posters et de dépliants sur les solutions techniques liées à la question d'E&CC).
- **Sensibilisation** : réalisation de 63 sessions de communication/sensibilisation pour 32 communes (17 districts / 4 provinces) avec la participation directe de 7 679 personnes sur les thèmes des traitement de déchets d'élevage, du tri de déchets à la source etc.).
- **Concertation** : 10 séminaires au niveau district et communal permettent une concertation sur les problèmes d'environnement et proposent des solutions techniques. Un séminaire national présente les premières expériences acquises sur le terrain.
- **Plan d'action** : 17 plans d'activité au niveau communal sont élaborés à l'issue des réunions de concertation organisées par projet.



Contexte

En juillet 2010, des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest ont décidé de travailler ensemble et ont constitué le ROPPA, un réseau qui regroupe aujourd'hui 15 organisations nationales. Le ROPPA est aujourd'hui présent dans de nombreuses négociations internationales, en Afrique mais aussi à l'Organisation Mondiale du Commerce. Convaincu que l'agriculture familiale africaine peut nourrir les africains, il se mobilise pour que les Etats africains respectent les engagements qu'ils ont pris à Maputo en 2003 de consacrer 10 % de leur budget à l'agriculture. Pour cela, il est indispensable de renforcer les organisations de chaque pays, notamment en matière de connaissances des politiques agricoles et outils de plaidoyer. En octobre 2011, le GRET s'est engagé auprès du ROPPA sur un projet de 9 mois visant à renforcer les capacités du ROPPA en ce sens.

Objectifs

L'objectif général du projet était de **répondre aux besoins de développement de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest et à l'amélioration des conditions de vie des producteurs grâce à la mise en œuvre de politiques agricoles et commerciales adaptées**. Plusieurs objectifs spécifiques ont été identifiés :

- Renforcer des capacités du ROPPA et des plates-formes nationales en matière de participation aux politiques agricoles et commerciales.
- Renforcer les capacités du ROPPA à formuler des propositions sur les modalités de mise en œuvre des politiques agricoles régionales (ECOWAP, PAU).
- Renforcer le dialogue multi-acteurs sur les politiques agricoles et commerciales.

Activités

- **Formation** : organisation d'un atelier régional de formation sur les politiques agricoles à Lomé.
- **Production et diffusion**: rédaction et publication d'un manuel de formation sur les politiques agricoles à destination des organisations paysannes de l'Afrique de l'Ouest et rédaction et publication d'un guide du formateur pour l'organisation de formations sur les politiques agricoles.

Résultats

- **Formation** : 40 personnes (responsables paysans régionaux et nationaux, membres de l'équipe technique du ROPPA et représentants d'autres groupes d'acteurs : ONG et autres réseaux d'OP, représentants d'organisations régionales) sont formées aux politiques agricoles et commerciales.
- **Production et diffusion d'outils** : production et diffusion d'un manuel sur les politiques agricoles à destination des organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest, et d'un guide du formateur pour l'organisation de formations sur les politiques agricoles à disposition des organisations membres du ROPPA.

Contexte

Au Congo, les OSC sont peu voire méconnues des citoyens. Leurs actions sont peu connues et ont peu de crédit auprès des autorités. Association d'aide et d'appui à la presse congolaise, le Centre de ressource pour la Presse (CRP) a été créé dans les années 1990. Accompagné dès ses débuts par l'association Syfia international, un premier projet financé par l'UE et le CFSI a vu le jour en 2009 dans l'objectif de renforcer la visibilité et la crédibilité des OSC dans les médias. C'est afin de pérenniser et renforcer les premiers résultats de ce projet que le CRP et Syfia International s'engagent à nouveau pour un projet de 6 mois à compter de janvier 2011.

Objectifs

L'objectif général du projet était d'encourager **la communication et la visibilité des OSC congolaises**.

Deux objectifs spécifiques ont été déclinés :

- Valoriser le travail des OSC en renforçant les compétences des chargés de communication des OSC associées et en favorisant les contacts entre leurs responsables et les médias.
- Elargir le cercle des journalistes du projet et renforcer les compétences de tous.

Activités

- **Formation** : organisation de 2 ateliers de formation des chargés de communication et des journalistes, mise en place d'un suivi de la rédaction des articles et de la production des émissions, d'un suivi/formation à distance sur le site Formation de Syfia International et organisation de sessions de formation de journalistes des médias partenaires.
- **Concertation** : organisation d'espaces de concertation entre les responsables ou les chargés de communication des OSC et les journalistes du CRP.
- **Appui à la production** : réalisation de 4 nouveaux supports de communication, d'articles, reportages et émissions de radio.
- **Appui à la diffusion** : soutien à la diffusion de ces productions dans les media partenaires, mise en place d'un suivi de la diffusion et de mesure d'impact.

Résultats

- **Formation** : 4 chargés de communication des 3 OSC et des journalistes sont sensibilisés aux bénéfices du dialogue pluri-acteurs et comprennent l'intérêt de travailler ensemble.
- **Production** : les chargés de communication des OSC rédigent des communiqués ou de petits dossiers de presse quand leurs responsables interviennent dans les médias et maîtrisent mieux certains outils (ordinateurs, Internet). Ces acquis leur ont permis de réaliser 5 nouveaux supports pour leurs structures (flyers pour l'ANEP, journal d'infos sur les droits et plaquette pour le CJJ, plaquette pour le REIPER et note d'information pour EMO, une OSC membre de ce Réseau).
- **Crédibilité** : les chargés de communication des OSC ont compris que quand leurs structures sont davantage visibles dans les médias, elles gagnent en crédibilité auprès des bailleurs, des autorités et du grand public.
- **Diffusion** : diffusion de 4 débats radiophoniques (*Protection des enfants de la rue, Maltraitements contre les veuves, Violences contre les enfants, Mariages post-mortem*), qui a représenté une nouvelle opportunité d'échanges pluri-acteurs très appréciée par les uns et les autres et les citoyens.

Contexte

Dans un contexte particulièrement tendu, lié à la tenue d'élections législatives au Congo, les journalistes et les organisations de la société civile tentent d'informer les citoyens sur leurs droits. Pour l'heure, rares sont les cadres de réflexion ou espaces d'échanges médiatiques entre pouvoirs publics et associations ou entre les différents candidats. Les citoyens, autrefois très friands d'information politique, se désintéressent du contenu des journaux et des radios dans lesquels ils ne se reconnaissent plus. Face à cette situation, Syfia International s'engage à nouveau avec le CRP (Centre de Ressource pour la Presse) pour renforcer l'accès au droit pour les citoyens qui doivent pouvoir être informés de manière fiable et objective. D'une durée de 11 mois, le projet a débuté en juin 2012.

Objectifs

L'objectif général du projet était de soutenir les **OSC et les journalistes congolais spécialisés pour améliorer l'information des citoyens sur leurs droits et le dialogue avec les pouvoirs publics et les candidats.**

Activités

- **Plaidoyer** : renforcement des capacités de plaidoyer des OSC sur la gouvernance électorale et l'éducation civique : production d'information (articles, émissions de radio), diffusion d'articles et de productions radio, suivi de la diffusion et mesure d'impact (relevés mensuels des publications dans les journaux et les radios).
- **Formation et accompagnement** auprès de journalistes indépendants et spécialisés (formation et suivi de 5 patrons de presse, suivi de la rédaction des articles et de la production des émissions (avec responsabilisation de 2 secrétaires de rédaction du CRP), formation de 22 journalistes de médias partenaires et de 4 étudiants de l'Université, organisation de conférences de rédaction virtuelle sur le site interne de Syfia.
- **Appui au dialogue** : organisation d'un atelier de mise en relations au démarrage du projet (9 journalistes et étudiants), de 2 cafés-presse, de 2 comités de pilotage, réalisation d'un sondage de démarrage (auprès de 16 personnes), organisation d'une réunion de restitution, de 18 conférences de rédaction participatives à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie.

Résultats

- **Coopération** : un climat de confiance mutuel s'instaure entre certaines OSC et les journalistes formés. Les journalistes du CRP s'habituent à travailler en équipe et sont désireux de poursuivre sur cette lancée.
- **Visibilité** : le plaidoyer et les actions des OSC sont davantage visibles dans les médias.
- **Formation** : responsabilisation d'un secrétaire de rédaction au sein du CRP et formation d'étudiants de l'Université (apprentissage pratique complémentaire pour les étudiants).
- **Approche Sud-Sud** : un formateur de Syfia actif en RDC a assuré une formation sur la mise en page. Syfia international délègue des activités au CRP : suivi, secrétariat de rédaction, mise en page journal.
- **Production** : réalisation de 40 articles (reportages, dossiers, enquêtes) et 30 reportages ou émissions radio et diffusion de ces productions dans 1 journal mensuel (« Le reporter »), dans la vingtaine de radios et journaux congolais partenaires et dans une trentaine d'autres médias du pays intéressés.
- **Reconnaissance** : les articles et les émissions du projet sont lus, écoutés, et appréciés au Congo et en dehors du pays, pour leur impartialité et leurs informations de terrain utiles aux citoyens sur les enjeux électoraux et les droits humains.
- **Dialogue pluri-acteurs** : les café-presse, espaces de dialogue inédits, permettent de démarrer un dialogue pluri-acteur entre OSC, citoyens, journalistes et autorités locales.

Contexte

Depuis de nombreuses années, les responsables des MFR (Maisons Familiales Rurales) du Cameroun (FEMAFARC), Tchad (UBABALT) et de la RCA (UNACREF) en partenariat avec leurs homologues français ont démontré que la formation des jeunes en milieu rural était porteuse d'avenir. Alors qu'au Cameroun, au Tchad et en RCA, les métiers ruraux sont fortement dévalorisés et que les organisations de la société civile cherchent à gagner en crédibilité face aux pouvoirs publics l'UNMFREO s'est engagé aux côtés de ses homologues d'Afrique centrale dans la mise en place d'un projet de 18 mois à compter de janvier 2011, favorisant la concertation multi-acteurs pour l'ancrage de stratégies nationales de formations agricoles et rurales.

Objectifs

Le projet avait pour objectif général de **contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'exode rural par la formation et l'insertion socioprofessionnelle des jeunes ruraux**. Un objectif spécifique a été identifié : **la promotion du dialogue public-privé pour assurer un cadre politique favorable à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes ruraux** en Afrique Centrale.

Activités

- **Rencontres** : organisation de 3 rencontres nationales au Cameroun, Tchad et RCA, réunissant une centaine de personnes de diverses organisations (centres de formation, organisations professionnelles, institutions de micro-finance, ministères), de 2 rencontres sous-régionales rassemblant une cinquantaine de participants en juillet 2012 à Yaoundé au Cameroun et en février-mars 2013 à Ndjamena au Tchad, rassemblant des représentants de la société civile et des pouvoirs publics des 3 pays.
- **Echanges** : organisation d'une mission d'étude en janvier 2013 sur les politiques de formation agricole en France (Paris et Poitou-Charentes) pour 4 Tchadiens (2 représentants du Ministère de l'agriculture, 2 représentants des MFR) : découverte et échanges autour des modalités de l'action publique et du rôle de la société civile dans la conduite des politiques publiques.

Résultats

- **Dialogue** : les OSC et pouvoirs publics s'intéressent à la formation agricole et rurale (FAR) et commencent à prendre des engagements (création d'espace de concertation, volonté de construire une politique de FAR). Le dialogue et le travail collectif créent une dynamique nouvelle plus forte.
- **Visibilité** : la large mobilisation et la médiatisation renforcent la visibilité de la thématique de la formation agricole et rurales et des MFR.
- **Politiques publiques** : le dialogue permet de formuler des recommandations intéressantes sur le contenu d'une politique de FAR à inscrire dans une cohérence globale de développement agricole et rural.
- **Elargissement international** : le dialogue avec le réseau FAR International s'est intensifié et contribue à avancer dans chacun des pays vers la création de réseaux FAR nationaux, notamment au Cameroun et au Tchad.



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

